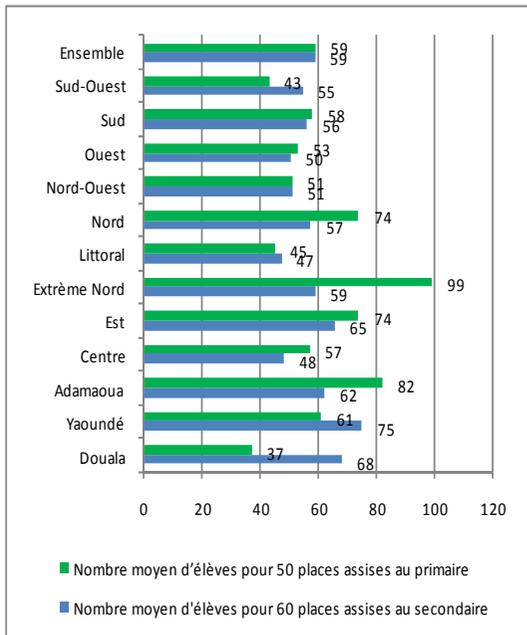


Nombre moyen d'élèves pour 50 places assises au primaire et 60 au secondaire



Pourcentage d'établissements scolaires disposant certaines commodités

	Ecoles primaires			Etablissements secondaires		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Ordinateur fonctionnel pour les élèves	3,7	1,1	2,5	86,6	46,6	75,8
Bibliothèque	22,9	7,9	16,4	72,4	44,7	65,0
Bloc administratif (primaire)/salles pour professeurs (secondaire)	65,8	20,5	45,8	87,6	52,4	78,2
Cantine scolaire	6,8	2,9	5	39,4	19,4	34,0
AES SONEL	56,2	7,9	34,9	91,2	49,5	80,1
Eau courante CAMWATER	62,4	8,6	38,8	79,3	29,1	65,8
Clôture en parpaing	45,2	2,5	26,3			
WC avec chasse eau	26,6	2,4	16,0	68,6	21,4	56,0
Boîte à pharmacie (primaire)/infirmerie d'urgence (secondaire)	82,5	66,9	75,6	67	47,6	61,8

SYNTHESE METHODOLOGIQUE

Objectif général

Cette étude vise à fournir au gouvernement camerounais et aux partenaires intervenant dans le secteur de l'éducation, l'information nécessaire pour apprécier objectivement les performances de la dépense publique dans ce secteur au cours de la période 2003-2009.

Objectifs spécifiques

- fournir une évaluation actuelle de la traçabilité de la dépense publique afin de mesurer les progrès réalisés dans la gestion des ressources publiques depuis le précédent PETS et d'identifier les sources d'inefficacité qui y subsistent ;
- évaluer la mise en œuvre des mesures retenues dans la matrice d'actions prioritaires issues du PETS1 et le niveau d'appropriation des différents outils de suivi et de contrôle des dépenses publiques par les intervenants du secteur de l'éducation ;
- apprécier le degré de satisfaction des bénéficiaires du secteur de l'éducation afin de dégager des orientations d'amélioration de l'accès et de la qualité de ces services.

Champ de l'étude

L'enquête qui a couvert toute l'étendue du territoire national concerne tous les niveaux hiérarchiques de l'administration de l'éducation, les structures prestataires de services (établissements scolaires) et un échantillon de ménages ayant été interviewés lors de la troisième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 3) afin de consolider les acquis.

Approche méthodologique de tirage des échantillons

Le tirage de l'échantillon du PETS2 a intégré à la fois les acquis de celui de l'ECAM3 réalisée en 2007 et celui du PETS1 de 2003/2004. Il s'agit donc d'une enquête nationale représentative stratifiée à un ou deux degrés selon le type d'unités ciblées. Le territoire national est stratifié en 12 régions d'enquête, à savoir les 10 régions administratives du pays, auxquelles s'ajoutent, compte tenu de leurs spécificités, les métropoles de Douala et Yaoundé considérées comme des zones d'étude à part. Pour les besoins d'analyse, il a été retenu une stratification en milieu urbain et milieu rural.

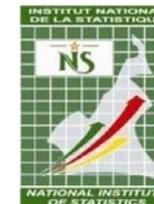
L'échantillon était constitué de 1 642 ménages, 330 services déconcentrés et 1 038 établissements scolaires, dont 626 pour le primaire, 320 pour le secondaire général et 92 pour le secondaire technique.

Les ménages et les établissements prestataires des services éducatifs et sanitaires de base sélectionnés pour l'enquête appartiennent aux mêmes unités administratives afin de permettre un rapprochement entre les résultats des différents volets et niveaux d'enquête. Les échantillons de services déconcentrés jouant un rôle d'intermédiaire, d'encadrement ou de supervision entre l'administration centrale et les établissements dérivent hiérarchiquement du choix des établissements pour l'enquête.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

NATIONAL INSTITUTE OF STATISTICS

DEUXIEME ENQUETE SUR LE SUIVI DES DEPENSES PUBLIQUES ET LA SATISFACTION DES BENEFICIAIRES DANS LES SECTEURS DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE
Principaux indicateurs

Volet Education

2010

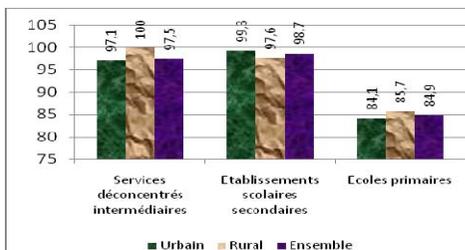
Pourcentage des responsables ayant déclaré avoir été associés à la préparation du budget de leur structure en 2009

	Niveau de structure	Milieu d'implantation		Ensemble
		urbain	rural	
MINESEC	Délégation régionale	50,0	-	50,0
	Délégation départementale	39,3	-	39,3
	Etablissement secondaire	68,0	63,5	66,4
MINEDUB	Délégation régionale	70,0	-	70,0
	Délégation départementale	63,3	-	63,3
	IAEB/ENIEG	32,8	23,8	30,4
	Ecole primaire	27,5	24,8	26,1

Pourcentage de responsables des structures du secteur éducation informés de la dotation budgétaire avant l'arrivée des ressources en 2009

Milieu d'implantation	Fonctionnement			Investissement	
	Services déconcentrés	Etablissements scolaires secondaires	Ecoles primaires	Services déconcentrés	Etablissements scolaires secondaires
Urbain	26,0	20,8	13,0	19,8	13,5
Rural	37,5	25,3	18,3	8,0	18,5
Ensemble	27,7	22,5	15,7	17,9	15,3

Pourcentage de structures du secteur éducation ayant reçu des ressources en espèces en 2009 pour le budget de fonctionnement



Taux d'exécution du budget des services déconcentrés par niveau de structure

	Taux d'exécution du budget	Taux d'exécution du budget de fonctionnement	Taux d'exécution du budget d'investissement
Délégation régionale	89,3	87,8	90,3
Délégation départementale	94,8	99,2	91,7
IAEB	86,7	97,7	74,4
Ensemble	92,0	96,6	88,5

Proportion de structures de l'éducation ayant déclaré avoir reçu de l'administration en 2008/2009 un montant des ressources correspondant à celui inscrit dans la loi des finances

Ministère	Niveau de structure	Milieu d'implantation		Ensemble
		urbain	rural	
MINESEC	Délégation régionale	70	-	70
	Délégation départementale	68	-	68
	Etablissement secondaire	51	69	58
MINEDUB	Délégation régionale	70	-	70
	Délégation départementale	59	-	59
	IAEB/ENIEG	49	57	51

Indicateurs de délai de retrait et d'exécution de l'autorisation de dépense des établissements secondaires (en mois)

	Fonctionnement				Investissement		
	Durée entre début 1er semestre scolaire 2009/2010 et retrait de l'autorisation de dépenses	Durée entre début 2e semestre scolaire 2009/2010 et retrait de l'autorisation de dépenses	Temps écoulé entre retrait et exécution de budget 1er semestre	Temps écoulé, entre retrait et exécution de l'autorisation de dépenses ayant le montant plus important	Durée entre début exercice 2008/2009 et retrait de l'autorisation de dépense	Temps écoulé, entre retrait et exécution de l'autorisation de dépenses	Temps écoulé, entre retrait et exécution de l'autorisation de dépenses ayant le montant plus important
Urbain	2,7	1,9	0,9	2,2	4,0	1,7	2,8
Rural	2,8	1,9	0,8	2,1	3,9	1,2	2,7
Ensemble	2,7	1,9	0,8	2,2	3,9	1,5	2,8

Indicateur de délai d'acheminement du paquet minimum suivant le milieu d'implantation (en mois)

	Temps écoulé entre	
	La rentrée scolaire (8 septembre 2008) et la notification du paquet minimum	La notification et le retrait du paquet minimum
Urbain	4,30	0,54
Rural	4,70	0,94
Total	4,50	0,74

Pourcentage de ressources déclarées perdues par services déconcentrés intermédiaires lors de l'exécution par ligne du budget de fonctionnement et selon le milieu et le type d'intervenant

Lignes budgétaires	Part dans la perte totale	Répartition suivant les acteurs					Ensemble
		Hierarchie et autorités administratives	Services des finances	Comptabilité matière	Commission de passation des marchés	Représentants du Maître d'ouvrage	
Achat de fournitures et petit entretien	31,4	4,6	33,4	13,1	27,2	21,7	100,0
Achat de matériels courants, informatiques et bureautiques	8,2	2,8	54,1	1,2	30,6	11,4	100,0
Achat autres fournitures courantes	15,6	2,1	40,8	16,3	32,4	8,4	100,0
Achat carburant et lubrifiants des véhicules auto	4,1	9,0	20,2	1,1	46,6	23,2	100,0
Entretien et réparation des véhicules courants	9,9	2,0	46,6	2,7	7,1	41,7	100,0
Indemnité de mission à l'intérieur	12,7	10,5	12,8	2,6	27,4	46,6	100,0
Séminaires, formation et stage	18,1	6,7	2,5	0,2	0,2	90,4	100,0

Pourcentage de ressources déclarées perdues par les établissements scolaires d'enseignement secondaire lors de l'exécution par ligne du budget de fonctionnement et selon le milieu et le type d'intervenant

Lignes budgétaires	Part dans la perte totale	Répartition suivant les acteurs					Ensemble
		Hierarchie et autorités administratives	Services des finances	Comptabilité matière	Commission de passation des marchés	Représentants du Maître d'ouvrage	
Achat de fournitures et petit entretien de bureau	37,3	9,6	30,8	3,8	2,8	53,0	100,0
Achat de matériels courants, informatiques et bureautiques	7,4	41,3	16,7	6,5	7,4	47,3	100,0
Achat de petits matériels et fournitures techniques spécifiques à la fonction	15,7	7,5	23,4	5,9	5,5	59,5	100,0
Carburant et lubrifiants des véhicules auto	8,3	40,5	14,0	6,5	4,7	47,1	100,0
Entretien et réparation des véhicules courants, achat des pièces de rechange et pneumatique	6,2	30,7	16,0	2,1	3,1	61,1	100,0
Indemnité de mission à l'intérieur	25,1	50,6	13,0	10,1	15,6	34,4	100,0

Profil des bénéficiaires des services de l'éducation

Variables	Catégories	Proportion (%) des individus suivant leur niveau de satisfaction			Ensemble
		Non satisfait	Indifférent	Satisfait	
Ordre d'enseignement de l'établissement scolaire	Public	48,0	37,2	14,9	100,0
	Privé laïc	22,5	46,7	30,9	100,0
	Privé catholique	16,4	43,4	40,2	100,0
	Privé protestant	39,5	41,1	19,4	100,0
	Privé islamique	37,9	41,4	20,7	100,0
Niveau de vie du ménage	Pauvres	45,1	36,3	18,6	100,0
	Non pauvres	39,8	39,7	20,5	100,0
Milieu de résidence	Urbain	39,6	38,3	22,1	100,0
	Rural	44,5	40,0	15,4	100,0
Niveau instruction du chef de ménage	Sans niveau	44,2	36,9	18,9	100,0
	Primaire	45,0	39,5	15,5	100,0
	Secondaire ou plus	37,7	40,6	21,7	100,0
Sexe du bénéficiaire	Masculin	41,5	40,6	18,0	100,0
	Féminin	40,2	38,1	21,7	100,0
Ensemble		40,9	39,4	19,8	100,0

Proportion de structures dont l'information sur le budget 2009 a été déclarée et/ou consignée dans les documents budgétaires officiels

Structure	Fonctionnement			Investissement		
	Collecté	Loi des Finances	Collecté et Loi des Finances	Collecté	Journal des projets	Collecté et Journal des projets
MINESEC	Délégation régionale	88	100	88	50	100
	Délégation départementale	97	97	94	22	100
	Etablissement scolaire	94	98	92	58	36
MINEDUB	Délégation régionale	100	100	100	100	100
	Délégation départementale	100	94	94	73	96
	IAEB	89	100	89	4	33
	ENIEG	86	100	86	71	20
Total		94	98	92	47	50
					24	